

LES CONSERVEURS ET L'IMMIGRATION : UN SOMBRE BILAN

Explosion du nombre d'expulsions ●

Augmentation du nombre de personnes renvoyées vers la torture ou la mort ●

Diminution drastique du nombre de personnes acceptées comme réfugié-e-s ●

Précarisation croissante des travailleurs-euses étrangers temporaires ●

Imposition de visas aux ressortissant-e-s
du Mexique et de la République tchèque ●

Augmentation drastique des délais de traitement des dossiers ●

Retour de la révocation de la citoyenneté canadienne
et utilisation croissante du principe de double peine ●Exigence de données biométriques pour
les demandeurs-euses de résidence de 150 pays ●Refus d'assistance aux Canadien-ne-s à l'étranger
(Abousfian Abdelrazik, Omar Kadhr, Maher Arar, etc.) ●Adoption de la loi C51, qui porte atteinte aux libertés fondamentales
et aux droits constitutionnels ●

Forte augmentation des dépenses militaires, sécuritaires et frontalières ●

Augmentation des pouvoirs du SCRS
et des ministres de la Sécurité publique et de l'Immigration ●Coupure subite et sauvage dans les soins de santé
pour les personnes en attente de statut ●Construction de Guantanamo Nord à Kingston, en Ontario
(prison spéciale pour les détenus des certificats de sécurité) ●Criminalisation et détentions automatiques des personnes qui arrivent de
manière « irrégulière » et séparation des enfants/parents ●

Resserrement considérable des critères d'admissibilité à l'immigration ●

Et plus encore...

LES CONSERVEURS ET L'IMMIGRATION : UN SOMBRE BILAN

Explosion du nombre d'expulsions ●

Augmentation du nombre de personnes renvoyées vers la torture ou la mort ●

Diminution drastique du nombre de personnes acceptées comme réfugié-e-s ●

Précarisation croissante des travailleurs-euses étrangers temporaires ●

Imposition de visas aux ressortissant-e-s
du Mexique et de la République tchèque ●

Augmentation drastique des délais de traitement des dossiers ●

Retour de la révocation de la citoyenneté canadienne
et utilisation croissante du principe de double peine ●Exigence de données biométriques pour
les demandeurs-euses de résidence de 150 pays ●Refus d'assistance aux Canadien-ne-s à l'étranger
(Abousfian Abdelrazik, Omar Kadhr, Maher Arar, etc.) ●Adoption de la loi C51, qui porte atteinte aux libertés fondamentales
et aux droits constitutionnels ●

Forte augmentation des dépenses militaires, sécuritaires et frontalières ●

Augmentation des pouvoirs du SCRS
et des ministres de la Sécurité publique et de l'Immigration ●Coupure subite et sauvage dans les soins de santé
pour les personnes en attente de statut ●Construction de Guantanamo Nord à Kingston, en Ontario
(prison spéciale pour les détenus des certificats de sécurité) ●Criminalisation et détentions automatiques des personnes qui arrivent de
manière « irrégulière » et séparation des enfants/parents ●

Resserrement considérable des critères d'admissibilité à l'immigration ●

Et plus encore...

LES AUTRES PARTIS DANS LA MÊME LOGIQUE

Comme d'habitude, le sujet de l'immigration est absent de la campagne électorale fédérale. Il aura fallu la photo choquante d'un enfant noyé, représentant le drame des réfugié-e-s voulant rejoindre l'Occident, pour que les médias en fassent leur principal sujet pendant quelques jours, forçant les conservateurs à justifier leur approche bureaucratique et militariste sur la question syrienne. Le PLC et le NPD ont alors sorti à la hâte des engagements patentés, se livrant à une surenchère sur le nombre de réfugié-e-s (uniquement syrien-ne-s) à accueillir. Aussi incroyable que cela puisse paraître, les trois principaux partis ne mentionnent absolument pas la question de l'immigration dans leur programme ! Malgré la multitude et la complexité des enjeux, et les ravages des dernières années, aucun parti d'opposition n'ose proposer une vision moins économiste et moins répressive de la notion d'asile afin d'ouvrir les frontières de notre pays prospère à ceux et celles qui nous demandent de les accueillir.

La réponse n'est ni dans les élections ni dans les partis politiques, mais bien dans la solidarité entre nos communautés.

LES AUTRES PARTIS DANS LA MÊME LOGIQUE

Comme d'habitude, le sujet de l'immigration est absent de la campagne électorale fédérale. Il aura fallu la photo choquante d'un enfant noyé, représentant le drame des réfugié-e-s voulant rejoindre l'Occident, pour que les médias en fassent leur principal sujet pendant quelques jours, forçant les conservateurs à justifier leur approche bureaucratique et militariste sur la question syrienne. Le PLC et le NPD ont alors sorti à la hâte des engagements patentés, se livrant à une surenchère sur le nombre de réfugié-e-s (uniquement syrien-ne-s) à accueillir. Aussi incroyable que cela puisse paraître, les trois principaux partis ne mentionnent absolument pas la question de l'immigration dans leur programme ! Malgré la multitude et la complexité des enjeux, et les ravages des dernières années, aucun parti d'opposition n'ose proposer une vision moins économiste et moins répressive de la notion d'asile afin d'ouvrir les frontières de notre pays prospère à ceux et celles qui nous demandent de les accueillir.

La réponse n'est ni dans les élections ni dans les partis politiques, mais bien dans la solidarité entre nos communautés.

FERMETURE DES FRONTIÈRES, RACISME ET OBSESSION DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Le Parti conservateur règne sur le Canada depuis 2006. Gouvernement fortement partisan et idéologique, il utilise la méthode forte pour imposer ses réformes et politiques rétrogrades et antisociales dans plusieurs domaines. Le système d'immigration et les droits des migrant-e-s sont particulièrement attaqués. Discrimination, détentions et expulsions sont les mots d'ordre. Populiste et démagogue, le régime Harper amalgame volontairement immigration et sécurité nationale pour faire passer son message et son programme fondamentalement racistes. Un exemple éloquent est au centre de sa principale réforme, le projet de loi 31, qui a remplacé en 2012 la Loi sur l'immigration sous le nom de Loi visant à protéger le système d'immigration du Canada (sic) : la création d'une catégorie dite « arrivée irrégulière » qui désigne les réfugié-e-s qui seraient débarqué-e-s de façon « illégale » et qui sont placé-e-s en détention immédiate et sont privé-e-s de plusieurs droits accordés aux autres migrant-e-s. On parle surtout ici de *boat people*.

Les réformes des conservateurs ont aussi augmenté les pouvoirs discrétionnaires des ministres responsables comme celui, tout à fait arbitraire, de désigner les pays dits « sûrs », desquels les demandeurs-euses de statut voient aussi leurs recours et droits passablement diminués. Ce gouvernement a réduit de façon dramatique le nombre de demandeurs-euses d'asile en utilisant aussi la bureaucratie et la réglementation : élimination de programmes, imposition de visas et de données biométriques aux ressortissant-e-s de plusieurs pays, réduction des recours d'appel (qui peuvent mener à des renvois vers la torture et la mort), augmentation des délais de traitement, resserrement des critères, augmentation des frais, etc.

Le Canada de Harper façonne le système d'immigration sur la base des besoins du patronat et des entreprises. Il favorise les travailleurs-euses qualifié-e-s répondant aux besoins du marché et continue à augmenter de manière importante le nombre de travailleurs-euses étrangers temporaires... qui ne peuvent accéder à un statut au Canada.

Suivant les traces des gouvernements libéraux, les conservateurs continuent à défendre l'infâme système des certificats de sécurité et augmentent les budgets et les pouvoirs du SCRS, les services secrets canadiens, dont les activités ne sont pratiquement plus surveillées. Ils continuent aussi à renforcer le contrôle et la discrimination envers certains groupes, visant encore une fois les communautés arabo-musulmanes, entre autres, avec la dernière mouture de la Loi antiterroriste, mieux connue comme le projet de loi 51.

Le Canada s'est transformé rapidement dans les dernières années : il est un pays de plus en plus restrictif, répressif et raciste à l'endroit des personnes migrantes, ciblant en particulier les demandeurs-euses de statut de réfugié qui sont les immigrant-e-s les plus précaires. Cette dérive doit être stoppée au plus vite ! Un statut pour tous et toutes !

FERMETURE DES FRONTIÈRES, RACISME ET OBSESSION DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Le Parti conservateur règne sur le Canada depuis 2006. Gouvernement fortement partisan et idéologique, il utilise la méthode forte pour imposer ses réformes et politiques rétrogrades et antisociales dans plusieurs domaines. Le système d'immigration et les droits des migrant-e-s sont particulièrement attaqués. Discrimination, détentions et expulsions sont les mots d'ordre. Populiste et démagogue, le régime Harper amalgame volontairement immigration et sécurité nationale pour faire passer son message et son programme fondamentalement racistes. Un exemple éloquent est au centre de sa principale réforme, le projet de loi 31, qui a remplacé en 2012 la Loi sur l'immigration sous le nom de Loi visant à protéger le système d'immigration du Canada (sic) : la création d'une catégorie dite « arrivée irrégulière » qui désigne les réfugié-e-s qui seraient débarqué-e-s de façon « illégale » et qui sont placé-e-s en détention immédiate et sont privé-e-s de plusieurs droits accordés aux autres migrant-e-s. On parle surtout ici de *boat people*.

Les réformes des conservateurs ont aussi augmenté les pouvoirs discrétionnaires des ministres responsables comme celui, tout à fait arbitraire, de désigner les pays dits « sûrs », desquels les demandeurs-euses de statut voient aussi leurs recours et droits passablement diminués. Ce gouvernement a réduit de façon dramatique le nombre de demandeurs-euses d'asile en utilisant aussi la bureaucratie et la réglementation : élimination de programmes, imposition de visas et de données biométriques aux ressortissant-e-s de plusieurs pays, réduction des recours d'appel (qui peuvent mener à des renvois vers la torture et la mort), augmentation des délais de traitement, resserrement des critères, augmentation des frais, etc.

Le Canada de Harper façonne le système d'immigration sur la base des besoins du patronat et des entreprises. Il favorise les travailleurs-euses qualifié-e-s répondant aux besoins du marché et continue à augmenter de manière importante le nombre de travailleurs-euses étrangers temporaires... qui ne peuvent accéder à un statut au Canada.

Suivant les traces des gouvernements libéraux, les conservateurs continuent à défendre l'infâme système des certificats de sécurité et augmentent les budgets et les pouvoirs du SCRS, les services secrets canadiens, dont les activités ne sont pratiquement plus surveillées. Ils continuent aussi à renforcer le contrôle et la discrimination envers certains groupes, visant encore une fois les communautés arabo-musulmanes, entre autres, avec la dernière mouture de la Loi antiterroriste, mieux connue comme le projet de loi 51.

Le Canada s'est transformé rapidement dans les dernières années : il est un pays de plus en plus restrictif, répressif et raciste à l'endroit des personnes migrantes, ciblant en particulier les demandeurs-euses de statut de réfugié qui sont les immigrant-e-s les plus précaires. Cette dérive doit être stoppée au plus vite ! Un statut pour tous et toutes !

QUELQUES REVENDICATIONS...

- ✓ Naturalisation de toutes les personnes migrantes en territoire canadien
- ✓ Fin des renvois et des expulsions
- ✓ Fin des détentions et abolition du régime de double peine
- ✓ Abolition des certificats de sécurité
- ✓ Accès universel aux services publics, peu importe le statut
- ✓ Abolition du SCRS
- ✓ Annulation des législations antiterroristes, dont la loi C-51
- ✓ Abolition des entraves à la libre circulation des personnes (liste des pays sûrs, listes d'interdiction de vol, etc.)
- ✓ Cessation immédiate de toute forme de révocation de citoyenneté ou toute démarche visant cet objectif
- ✓ Adoption de démarches proactives pour l'accueil accéléré des réfugié-e-s dans le cas de situation d'urgence (ex. : crise syrienne)
- ✓ Arrêt immédiat de la collaboration et, surtout, de l'échange d'information sensible avec d'autres gouvernements
- ✓ Déclenchement d'une enquête publique indépendante sur la collaboration directe ou indirecte du Canada à la torture

QUELQUES REVENDICATIONS...

- ✓ Naturalisation de toutes les personnes migrantes en territoire canadien
- ✓ Fin des renvois et des expulsions
- ✓ Fin des détentions et abolition du régime de double peine
- ✓ Abolition des certificats de sécurité
- ✓ Accès universel aux services publics, peu importe le statut
- ✓ Abolition du SCRS
- ✓ Annulation des législations antiterroristes, dont la loi C-51
- ✓ Abolition des entraves à la libre circulation des personnes (liste des pays sûrs, listes d'interdiction de vol, etc.)
- ✓ Cessation immédiate de toute forme de révocation de citoyenneté ou toute démarche visant cet objectif
- ✓ Adoption de démarches proactives pour l'accueil accéléré des réfugié-e-s dans le cas de situation d'urgence (ex. : crise syrienne)
- ✓ Arrêt immédiat de la collaboration et, surtout, de l'échange d'information sensible avec d'autres gouvernements
- ✓ Déclenchement d'une enquête publique indépendante sur la collaboration directe ou indirecte du Canada à la torture